

La situation agricole et rurale au Liban

REPUBLIQUE LIBANAISE
PLAN VERT

الجمهورية اللبنانية

مكتب وزير الدولة لشؤون التنمية الإدارية
مركز مشاريع ودراسات القطاع العام

République Libanaise
Bureau du Ministre d'Etat pour la Réforme Administrative
Centre des Projets et des Etudes sur le Secteur Public
(C.P.E.S.P.)

MONSIEUR LE PRESIDENT

Au terme de la première étape d'exécution du Plan Vert, il nous est apparu essentiel de procéder à un inventaire de la situation agricole et rurale au Liban et d'évaluer la tâche exécutée par rapport à l'oeuvre à accomplir et à ce qui reste à faire, en attirant l'attention sur la priorité relative et la complémentarité des travaux à réaliser.

SITUATION PRESENTE ET ESTIMATIONS POUR 1980

1 - Démographie rurale :

- La population active au Liban est estimée à 500.000 personnes
- dont 49 à 50% s'occupant d'agriculture, soit environ 250.000 pers.
- 55% de cette population a moins de 20 ans
- La population active atteindra en 1980: 915.000 personnes, soit 35.000 personnes/an
- dont, dans le secteur agricole: 450.000 personnes
- soit une augmentation par rapport à 1969 de 200.000 personnes

2 - Terres agricoles :

==== Superficie des terres agricoles :	330.000 ha.
- dont actuellement cultivées :	260.000 ha.
- abandonnées mais facilement valorisables (objet du Plan Vert en priorité)	70.000 ha.
==== Superficies récupérables à l'agriculture (objet du Plan Vert 2ème priorité)	200.000 ha.
- Terrains irrigués en ce moment	50.000 ha.
- Superficies maximum irriguées en 1980 si tous les projets sont exécutés	90.000 ha.
- Superficies valorisées par le Plan Vert depuis 1965	8000 ha.)
- Superficies pouvant encore être valorisées avec le budget actuel	(8000 ha.)
	16.000 ha.

3 - Potentiel du patrimoine agricole libanais :

- On compte 1ha. irrigué par personne active
5ha. en culture sèche par personne active
- L'agriculture libanaise actuelle assurerait la vie de :
50.000 pers. sur les terres irriguées
56.000 pers. sur les terres sèches
106.000 pers.

- Nous avons maintenant $250.000 - 106.000 = 144.000$ chômeurs en agriculture, ou plutôt la majorité pratiquant le "Part time farming"; ils végètent difficilement d'où l'émigration massive des campagnes.
- En 1980, si tous les projets d'irrigation sont réalisés et en comptant les 16.000 ha. qui seront valorisés par le Plan Vert au rythme actuel, au taux de productivité des terres irriguées, nous assurerons la vie à :
90.000 pers. sur terres irriguées
16.000 pers. sur terres valorisées par le Plan Vert
48.000 pers. sur les terrains secs restants
154.000 pers.

- Restera comme chômeurs en 1980 dans le secteur agricole,
 $450.000 - 154.000 = 296.000$ personnes
- En quadruplant les moyens et les réalisations du Plan Vert, on pourra valoriser jusqu'en 1980, 70.000 ha. représentant les terres abandonnées et très fertiles et assurer ainsi la vie à 70.000 agriculteurs.

4 - Besoins alimentaires :

- Le Liban est tributaire de l'étranger pour assurer ses besoins alimentaires
- En 1965, nous avons importé des produits agricoles pour plus de 309.000.000 LL.
- La production agricole actuelle ne peut nourrir la population existante que quelques mois seulement. Complètement isolé, le Liban s'expose à la famine en moins d'un an.
- La progression démographique est estimée à 2,5%/an pour les seuls libanais. La population libanaise doublera en 28 ans, mais déjà en 1980, il y aura plus de 1.100.000 libanais en plus à nourrir.
- 600.000 étrangers et réfugiés vivent actuellement au Liban et s'accroissent au taux de 1,5%/an; ils doubleront en vingt ans. En 1980, on aura plus de 330.000 personnes supplémentaires à nourrir. Soit un total de 1.430.000 personnes à nourrir en 1980, voir plutôt : 1.500.000 pers. environ

5 - Problèmes économiques :

- Le revenu national en 1965 était de 3.154.000.000 LL.
- Le revenu de l'agriculture, c'est à dire de 50% du peuple libanais = 439.000.000 LL.
 - soit : 12,6% du revenu national - 12,6%
- le reste : Services (commerce, tourisme, finances..) 64,5%
- Industrie : 22,9%
- 100 %

- Ce qui met l'agriculteur au plus bas de l'échelle sociale
- De plus, son revenu est :
 - . saisonnier et incertain
 - . largement exposé aux facteurs naturels : vents, gelées, inondations, épidémies...
 - . ne jouissant d'aucune assurance même en cas de catastrophes générales
 - . largement exposé aux fluctuations des marchés et surtout aux manœuvres spéculatives des inter-médiaires.
- L'agriculteur lui-même ne jouit encore d'aucun des avantages offerts par la Sécurité Sociale aux employés des autres secteurs
- La propriété est trop morcelée, souvent trop petite (plus de 90% des propriétaires ont moins de 1 ha.) ce qui impose au Liban d'élaborer des solutions nouvelles pour sauver son agriculture, surtout du point de vue économique.

6 - Problèmes socio-politiques

- Que faire pour assurer une vie décente aux 106.000 personnes supplémentaires dans le secteur agricole, vivants à l'heure actuelle ou aux 292.000 de 1980?
- Il faudra nécessairement :
 - a) . soit forcer la migration et l'organiser pour près des 2/3 de la population rurale (Plan Marshall en Europe) Projet difficile sinon inefficace au Liban car les populations restantes ne pourraient pas s'appropriier les terres des émigrants pour les valoriser et en profiter pleinement.
- s'exposer aux problèmes énormes résultant d'une telle migration orientée surtout vers une capitale déjà surpeuplée;
- s'exposer aux problèmes plus aigus quand cette migration est à l'étranger par une population peu ou pas préparée aux exigences de la vie moderne dans le monde.

s'exposer aux problèmes que pose l'abandon des villages et à la perte des capitaux investis.

- b). Soit assurer à la majorité rurale un nouvel emploi (industrie, artisanat, services); l'agriculture serait une activité d'appoint de très grande importance.
(Système italien qui est le mieux adapté au Liban).
- . Ce qui suppose la réalisation d'un vaste programme d'actions parallèles et complémentaires dans le cadre d'un réel "Aménagement du Territoire" selon l'acceptation européenne ou américaine du terme.

SOLUTIONS ENTREPRISES DANS LE CADRE DU PLAN VERT (1)

Pour l'agriculture et le milieu rural :

Ce qui a été fait :

- Mise en valeur du sol

Assistance Technique : une équipe de 46 ingénieurs spécialistes a été gracieusement mise à la disposition de tout agriculteur désireux de mettre en valeur ses terres

Des études sur place ont été réalisées pour chaque terrain, aboutissant à l'établissement d'un devis des travaux et à l'estimation des coûts. Après discussion et approbation de l'agriculteur lui-même, l'exécution est confiée à des entrepreneurs qualifiés.

Assistance matérielle : Un parc de près de 90 tracteurs, des modèles les plus récents, développant chacun 160 à 270 CV., équipés de bulldozers et rippers a été mis à la disposition des agriculteurs au prix de gros le plus avantageux obtenu. Des entrepreneurs spécialisés ont ainsi réalisé les travaux requis dans les meilleures conditions techniques et économiques possibles.

Assistance financière : Le coût de ces opérations de mise en valeur a été avancé par le Plan Vert. Les prêts sont remboursables de la part des agriculteurs bénéficiaires par des dépôts avancés par ceux-ci et bloqués à la Banque Agricole pour une période allant de 10 à 25 ans où capital + intérêts composés à 7%, reconstituent l'avance que la Banque s'est engagée, par la signature d'obligations, à payer intégralement à son terme. Le montant de ces dépôts a été calculé de façon à avantager les petits agriculteurs par rapport aux plus gros. Un plafond de 10.000 LL./agriculteur, a été fixé en vue d'assurer la plus grande distribution de l'aide de l'Etat au plus grand nombre possible d'agriculteurs.

(1) Ces travaux font partie d'un ensemble d'interventions de la part de l'Etat en faveur des campagnes: routes, eau, électricité, enseignement, sanitaires, développement social... réalisés par les divers organismes concernés.

Les résultats des travaux

Les résultats obtenus ont été les suivants :

- Nombre de villages où les travaux ont été réalisés 1080
- Nombre d'agriculteurs bénéficiaires jusqu'à fin 1968 11928
- Superficie totale valorisée jusqu'à fin 1968 7310 ha.

- Moyenne des terrains valorisés par agriculteur (65% moins de 1 ha.
(25% de 1 à 2 ha.
(10% plus de 2 ha.

- Total des prêts octroyés 22.700.000 LL.
- Moyenne du coût de valorisation d'un donoum
Travaux mécaniques : 290 LL.
Construction des murs : 240 LL.

soit : 530 LL.

- Moyenne de la plus-value par donoum
en terrains irrigués : 4 à 5 fois
en terrains secs : 3 fois

- Rendement en pleine production par donoum
Moyenne sur terrains secs et irrigués 250 LL.

- Total des revenus annuels des terrains valorisés jusqu'à présent 20.000.000 LL.

Création de nouveaux emplois :

- . Nombre de journées ouvriers pour la mise en valeur (construction murs- préparation du sol, ...)
25 journées/homme/donoum
total : 1.953.000 journées/homme
- . Pour l'exploitation des terrains valorisés et l'entretien,
35 jours/homme/donoum
total : 2.735.000 journées/homme

- soit : 4.688.000 journées/homme

Les études de marchés

Il était indispensable d'évaluer les besoins du marché libanais et des marchés d'exportation - présents et à venir - en vue d'orienter la production agricole nouvelle.

Pour cela, 36 pays du Moyen-Orient, d'Europe et d'Afrique, représentant la grande majorité du potentiel du marché d'exploitation pour la production fruitière libanaise ont été systématiquement prospectés sur place par les ingénieurs économistes du Plan Vert conjointement avec des experts de la FAO et de l'assistance technique française. Des rapports détaillés sur chacun de ces pays ont été établis et les premières analyses économétriques effectuées à l'aide d'ordinateurs.

Ces études visent à l'établissement d'une carte des investissements agricoles au Liban en précisant les variétés et les espaces à affecter à chacune en vue d'adapter la production libanaise au mieux des besoins des marchés consommateurs et de leur évolution future.

Production de plants :

Comme conséquence pratique de ces études, un programme de production de plants sélectionnés, a démarré dans des pépinières modernes que le Plan Vert a créé dans ce but. Ces pépinières dont la superficie totale s'élève à 370.000 m², sont réparties entre Choueifat, Hadeth, Tyr et Tripoli. D'autres sont prévues à la Bekaa et dans la haute montagne du Mont Liban.

Jusqu'à ce jour, le Plan Vert a distribué :

- 1.100.000 plants fruitiers
- 2.000.000 de plants forestiers dont la majorité pour les brise-vent

Ces plants proviennent en partie des pépinières du Plan Vert ou ont été sélectionnés des meilleures pépinières libanaises et européennes.

Construction de routes agricoles

L'exploitation rationnelle et moderne des terres agricoles est conditionnée par la présence d'un réseau de routes et de chemins d'accès, lui permettant d'accéder à l'ère de la mécanisation. Dans ce but, le Plan Vert a jusqu'à présent réalisé ce qui suit :

- Les études et plans de 160 routes d'une longueur totale de 280 Kms.
- L'exécution de 33 routes d'une longueur totale de 100 Kms.

Chaque kilomètre devant desservir 50 ha., la superficie totale desservie s'élèverait donc à 1650 ha.

Les agriculteurs collaborent et participent aux frais de ces routes en offrant au moins les terres occupées.

Le prix de revient a été ainsi réduit au minimum, en moyenne 13.000 à 17.000 LL. /Km. de routes stabilisées.

Réservoirs d'eau :

Le Liban, de par sa situation géographique, est soumis à une longue période de sécheresse estivale, rendant l'irrigation des cultures absolument impérative pour l'obtention de rendements convenables.

Dans la culture de la pomme, sur 4.000.000 d'arbres plantés, 1.900.000 seulement sont convenablement irrigués; ils donnent 75% des récoltes. Un complément d'irrigation permettrait de tripler les récoltes, d'abaisser les prix de revient et d'assurer un écoulement plus facile.

Un premier programme a été lancé pour la construction de réservoirs d'eau. 1.300.000.000 m³ ruissellent en surface au Liban et se perdent en mer après avoir emporté la couche du sol la plus riche, par l'érosion.

Plus de 120 réservoirs en terre battue ou en ciment ont été réalisés par le PV en 1968, leur capacité varie entre 500 m³ et 3000 m³. Les demandes des agriculteurs pour 1969 se comptent par milliers.

Reboisement :

Les forêts ne couvrent plus que 70.000 ha. soit 7% du territoire alors que l'équilibre physique eau-sol-forêt en exige 18% dans les conditions du Liban, et que plus de 200.000 ha. de terres nues seraient à vocation forestière ou d'anciennes forêts dévastées.

Le reboisement devient actuellement un impératif touristique surtout pour la clientèle arabe pour qui l'ombre et l'arbre représentent un des plus gros attraits du Liban.

Le reboisement est enfin un des moyens les plus efficaces pour l'absorption d'une main d'oeuvre agricole excédentaire surtout aux périodes creuses de l'année.

Des réalisations diverses ont été entreprises notamment à Tebnine au Sud et surtout à Barouk au Mont Liban où le premier parc national a été aménagé sur 2000 ha. Il fut procédé au reboisement de 350 ha. avec des résultats dépassant 80% de succès. Des routes modèles ont été creusées atteignant 32 Kms et liant en ligne droite Dahr el Baïdar à Barouk et Maasser-Chouf, à la Bekaa.

Parcs et jardins à Beyrouth :

Sur demande de la Municipalité de Beyrouth, le Plan Vert a entrepris l'embellissement floral de la ville en créant 22 nouveaux jardins publics totalisant une superficie de 195.260 m² et en plantant 34.100 m. de routes et refuges totalisant une superficie plantée de 80.700 m².

Une pépinière nouvelle dotée récemment des serres les plus modernes au Moyen-Orient, a été aménagée pour subvenir aux besoins floraux de la ville.

Enfin, le Plan Vert fut l'initiateur du projet du parc international de Beyrouth où 36 pays viendront aménager chacun un jardin à sa façon et dont l'exécution vient de démarrer.

Cultures nouvelles :

En collaboration avec les forces de sécurité intérieure et les Ministères de l'Economie et de l'Agriculture , le Plan Vert a pris en charge l'exécution sur le terrain du projet de remplacement de la culture du hashish par d'autres cultures utiles et notamment du tournesol.

En trois ans, la culture du tournesol a progressé de la façon suivante :

	<u>Superficies doncums</u>	<u>Nombre de villages</u>	<u>Nombre d'agriculteurs</u>
1966	831	14	17
1967	10.000	28	273
1968	28.877	36	763

Les machines les plus modernes ont été introduites dans ces régions considérées comme les plus arriérées du pays.

Les meilleures variétés sélectionnées ont été importées pour le meilleur rendement possible.

Aide de l'Etranger :

L'opération Plan Vert a suscité un très vif intérêt à l'étranger et plus spécialement dans les organisations internationales : Fonds Spécial des Nations Unies - FAO - Programme Alimentaire Mondial.

Aide du Fonds Spécial et de la FAO : 1.040.000 \$
Cette aide s'est matérialisée par un accord conclu avec le F.S. et la FAO, lesquels ont offert au Liban une aide s'élevant à 1.040.000 \$, comprenant l'envoi d'une trentaine d'experts internationaux et de matériel et dont le but a été la formation du personnel libanais chargé des travaux du Plan Vert....

dans des travaux pilotes réalisés au Liban et la fourniture de bourses de spécialisation à la majorité des experts libanais pour se familiariser à l'étranger avec les techniques modernes.

Aide du Programme Alimentaire Mondial : 3.537.000 \$

En vue de venir en aide aux agriculteurs désireux de mettre en valeur leur terre et pour les dédommager d'une partie des frais que suscite leur travail dans la réalisation de certains travaux manuels (construction de murs - de routes - de réservoirs - plantation - entretien - ect...), le Programme alimentaire mondial a déjà offert gratuitement à travers trois accords consécutifs, des denrées alimentaires (blé - huile - lait - viande - fromage) d'une valeur totale de 3.537.900 \$, pour être distribués gratuitement à ces agriculteurs et ce, proportionnellement au travail de chacun d'eux. Une aide accrue peut être espérée tant que le programme des travaux sera maintenu.

Cette contribution représente auprès des agriculteurs, une aide substantielle, les déterminant souvent dans leurs décisions de remettre en valeur leurs terres agricoles.

Aide bilatérale française : 300.000 Fr.

La France a bien voulu offrir son concours à l'œuvre du Plan Vert en lui assurant une aide de plus de 300.000 francs couvrant les services de la Société SEMA spécialisée dans les études économiques et la prospection des marchés.

Cette aide a permis aux experts français de s'associer aux ingénieurs libanais dans la visite de plus de 30 pays étrangers et de leur apporter leur concours le plus précieux et l'aide de leurs ordinateurs et de leurs spécialistes. Ils ont aussi grandement contribué à la formation technique de l'équipe libanaise en charge.

Une autre contribution a été offerte au projet des cultures utiles (tournesol à la place du hashish), par l'envoi d'un expert résidant à la Bekaa depuis 3 ans, collaborant étroitement à la réalisation de ce projet et surtout à l'introduction des nouvelles méthodes et des machines les plus modernes.

Une nouvelle aide bien plus vaste est en cours de négociation.

CE QUI RESTE A FAIRE

Dans le cadre des travaux entrepris :

Valorisation des terres:

Il n'a pas été possible de satisfaire plus du quart des demandes reçues des agriculteurs. Un vif mécontentement se dessine par suite du manque de moyens financiers du projet.

De plus, la pression démographique impose, pour rester au même stade que celui actuel, de quadrupler les travaux et de valoriser 5/6000 ha. par an, ce qui nécessiterait un budget travaux, c'est à dire prêts remboursables de 10 à 25 ans, de 25 à 30.000.000 LL. /an jusqu'à 1980.

Ceci permettrait de valoriser entièrement les 70.000 ha. d'anciennes cultures abandonnées représentant la première tranche prioritaire du Plan Vert et d'assurer la vie à 70.000 agriculteurs actifs.

Routes agricoles :

Les réalisations actuelles représentent une part infime des besoins exprimés par les paysans et des besoins réels du pays. En effet, plus de 1000 demandes de routes agricoles ont été enregistrées; les agriculteurs offrant toujours une large participation de leur part.

Ainsi, nous ne pouvons plus concevoir l'exploitation d'un terrain agricole qui ne serait accessible à la machine. Car l'agriculture manuelle a vécu et ne peut plus persister économiquement. D'où la nécessité d'envisager un réseau complet de routes agricoles couvrant tout le Liban rural pour le mettre en valeur. Le Président Bourguiba avait dit "Mon programme de développement, c'est "Des Routes".

Il ne nous est pas possible de préciser exactement le budget requis pour la réalisation d'un tel programme mais, considérant que les agriculteurs bénéficiaires pourraient être mis largement à contribution, nous estimons qu'un objectif de 350 Kms par an devrait être atteint, soit un budget annuel de 3,5 à 4.000.000 LL. à envisager.

L'Eau :

Les divers organismes officiels en charge: Ministère des Ressources Hydrauliques, Office du Litani, assurent actuellement les grands travaux relatifs à l'eau d'irrigation : barrages - canalisations principales. Mais la conduite de l'irrigation et l'usage de l'eau au niveau de l'agriculteur et dans son propre terrain, but final de l'opération, est oeuvre d'agronomes et n'est point encore envisagée.

Or, entre une technique et l'autre (arrosage en pluie ou par gravité), il y a un monde, dans la préparation du sol, les frais d'entretien, les superficies irrigables, les rendements, etc...).

De plus, l'eau souterraine représentant les 31% de l'eau reçue au Liban, est l'un des principaux atouts pour le développement de l'irrigation dans certaines zones sèches.

La construction de réservoirs d'accumulation déjà entreprise par le Plan Vert, ne peut satisfaire qu'une part infime des demandes accumulées faute de moyens.

Des projets de coopération étroite entre le Plan Vert et le Ministère des Ressources Hydrauliques et des Offices qui lui sont rattachés, ont été élaborés sous forme de décrets d'organisation. Ils furent longtemps bloqués par manque de crédits ou par crainte des engagements financiers que leur application impliquerait.

La réalisation d'une telle coopération est pourtant une nécessité vitale et la relation eau/valorisation du sol est indissoluble. Les investissements qu'elle nécessiterait seraient des plus rentables et pourraient s'inscrire dans la tranche des prêts remboursables aux délais les plus proches.

Etudes des marchés :

Il a été envisagé de transformer le service en charge en un institut au Centre d'études qui pourrait alors jouir de l'aide internationale pour agir en tant qu'organisme régional consultatif au bénéfice du Liban et des autres pays surtout du Moyen-Orient.

Un tel centre est indispensable pour l'orientation nécessaire à une oeuvre d'investissement à long terme de si grande envergure et sa nécessité ne saurait être discutée.

Plants et semences sélectionnés :

Connaissant par l'étude des marchés, les espèces et variétés à cultiver et l'importance relative de chacune, il nous est nécessaire de fournir les plants à l'agriculteur à bas prix et sous contrôle strict, à la fois parce que ceci assurerait une planification rationnelle par voie libérale et soulagerait l'agriculteur déjà mis à grande contribution pour les travaux de valorisation de son sol.

Ceci nous permet également d'être surs de la qualité des plants et d'éviter une diversification exagérée des variétés, rendant l'écoulement très aléatoire.

Le Plan Vert devra pour cela quintupler ses moyens et surtout accéder à une production quasi industrielle permettant d'assurer les besoins grandissants de la nouvelle agriculture.

S'il y a un grand pas accompli pour les plants, il n'y a presque encore rien de réalisé au point de vue semences hormis le tournesol. Il est indispensable d'envisager un vaste programme pour les semences en collaboration avec d'autres organismes spécialisés et notamment l'Office de la recherche agronomique.

Parcs - Jardins et Reboisements

Toutes les autres villes que Beyrouth, les municipalités, voir les Ministères en charge des routes nationales ou des relais touristiques sollicitant l'aide et la coopération du Plan Vert pour étendre l'oeuvre entreprise à Beyrouth, à tout le pays et même à ses montagnes et terres dénudées, futurs centres de sports, de tourisme ou de villégiature de demain.

"Parce que c'est une oeuvre très longue, il faudra la démarrer d'urgence" disait Lyautey. Dans cette oeuvre, plus d'une organisation libanaise pourrait coopérer : Municipalités, Ministère de l'Agriculture, Direction de la Jeunesse et des Sports, ODS, etc. . .

DANS LE CADRE DES TRAVAUX ENVISAGÉS

Mécanisation de l'agriculture :

Une agriculture manuelle n'est plus économiquement viable. Elle n'intéresse même plus les paysans libanais dont 300.000 syriens et palestiniens prennent la relève, exportant du Liban plus de 1.500.000 de LL. par jour de salaire.

Les prix des marchés et la concurrence étrangère imposent la mécanisation des opérations agricoles et de passer de l'ère artisanale à l'ère semi-industrielle par la généralisation de l'emploi de la machine permettant de faire le travail à un prix ne dépassant même pas 5% du prix manuel. De plus, le travail serait rapide et réalisé dans les périodes et conditions optimales permises par les conditions de climat.

La mécanisation ramènerait à l'agriculture une main d'oeuvre libanaise qui ne veut plus piocher mais accepte de conduire un tracteur ou de faire le mécanicien. Pour chaque tracteur, c'est deux libanais bien payés et 20 manoeuvres étrangers en moins.

La majorité écrasante des agriculteurs (90%) ne peut financièrement supporter l'achat des tracteurs les mieux adaptés à leurs besoins. Un projet a été élaboré pour la fourniture de près de 3000 tracteurs choisis selon les besoins de chaque culture et des diverses régions. Ils seraient livrés aux agriculteurs qui recevraient une formation technique et rempliraient des conditions permettant le plein emploi de ces engins.

Ce matériel pourrait même être payé en produits libanais principalement en pommes ou pourrait faire l'objet d'un prêt à long terme de 10 ans. Il attend une décision de financement. Coût : 6.000.000\$ de valeur de machines à importer sur 5 ans.

Engrais

L'agriculture libanaise surtout sur les terres nouvellement mises en valeur souffre grandement d'un manque d'humus et de matières organiques. De tels engrais sont rares et très chers par manque de cheptel au Liban. 5 à 6LL. le sac.

Un projet pour la création de deux usines de traitement des ordures ménagères et leur transformation en engrais organiques (150.000 T./an) a été élaboré avec la municipalité de Beyrouth. Le Plan Vert se chargerait de l'opération transformation et écoulement des engrais. Le prix à valeur égale du fumier de chèvres tomberait à 1LL./sac environ.

Un tel projet, déjà démarré, permettrait de révolutionner les rendements agricoles et influencerait grandement les prix de revient des produits de l'agriculture.

Industrialisation des récoltes

Un pays fournisseur de matières agricoles brutes, est un pays condamné à rester pauvre. Seule la transformation des produits et l'industrialisation à outrance permettrait de sauver la majorité de notre production et d'assurer aux agriculteurs les profits les meilleurs.

Ceci permet d'abaisser le prix aux consommateurs car ces produits manufacturés sont actuellement largement importés de l'étranger et la concurrence locale entre industriels amènerait à des prix très intéressants (exemple : industrie de la confiture).

Un plan complet d'industrialisation nécessite, avant le financement dont la dernière loi du 4/1/69 vient en aide partiellement, de connaître Quoi produire et où - c'est à dire de faire un schéma général dans le cadre d'un aménagement des zones de production.

Le Plan Vert a obtenu pour cela l'aide des Nations Unies et de la Coopération Technique française.

Le travail fera suite à l'oeuvre du Ministère du Plan et de certains autres organismes. La création d'artisanats ou d'autres industries dans les zones rurales à forte densité, s'inscrit dans le cadre de l'aménagement général du territoire et permet d'absorber le surplus de la main d'oeuvre existante ou future. Elle fait partie de la solution envisagée pour notre problème démographique rural.

Son institution est provoquée dans d'autres pays (Italie - France) par l'aménagement par l'Etat, de zones industrielles offertes ensuite aux industriels à un prix symbolique en sus de facilités fiscales, facilités de crédits et subventions diverses.

Ecoulement des produits

Sur le plan local, il n'est plus permis économiquement et sanitaire de ne pas avoir un marché de gros agricole à Beyrouth selon les techniques moderne

Un pareil marché à Beyrouth d'abord et dans les autres grandes villes ensuite, grâce au contrôle officiel des prix qui serait institué, assurerait à l'agriculteur le meilleur revenu tout en garantissant au consommateur les prix les plus avantageux. Une telle organisation favoriserait la réalisation des groupements d'agriculteurs et l'établissement d'une infrastructure économique-sociale indispensable à la survie de notre agriculture libanaise.

Il ne nous est pas possible d'exposer ici les résultats de nos études des marchés extérieurs et des actions à entreprendre permettant d'assurer dès à présent l'écoulement de tous nos excédents agricoles y compris et surtout les pommes.

Formation technique et recherches:

L'action du Plan Vert se heurte à une paysannerie très primitive hormis quelques cultures traditionnelles et des techniques acquises grâce surtout à l'oeuvre acharnée des commerçants libanais de produits agricoles.

La jeunesse rurale ne reçoit aucune formation technique agricole et les programmes institués font que l'école est devenue la porte par où l'on quitte l'agriculture et la campagne.

Recherche et formation devraient concourir à former le nouvel agriculteur capable de faire le maximum de profits avec ce qu'il a de moyens.

FINANCEMENT

Pour la réalisation de projets si impératifs à l'économie rurale et générale, projets dont la rentabilité est assurée à long terme (20 ou 30 ans), projets dont dépend le développement du pays, il n'est pas concevable ni possible d'avoir comme seule source de financement, le Trésor Libanais.

Dans presque tous les pays développés, un organisme de financement à long terme fût créé depuis plus d'un siècle : depuis 200 ans en Angleterre, 150 ans en France, etc... Son but était de convertir les dépôts d'organismes et d'institutions divers dont principalement les Caisses d'épargne et les fonds des Caisses de Sécurité en crédits à longs et moyens termes utilisés pour les grands projets de développement et pour les projets d'intérêt général.

C'est ainsi qu'un tel organisme appelé Caisse des Dépôts et Consignations en France, a pu financer des projets aussi prestigieux que le Bas-Rhône-Languedoc (Plan Vert à l'échelle du midi de la France), développement de la Corse, de l'Aquitaine.

Cette Caisse fût, dans presque tous les pays, le nerf du développement et principalement la source de financement des projets de développement régionaux et communautaires, s'étendant même au financement de logements et d'habitations à loyers modérés, de zones industrielles et de projets touristiques.

La France attribue le retard d'un demi-siècle dans son développement par rapport à celui de l'Angleterre, au retard de 50 ans mis dans la création de sa Caisse des Dépôts et Consignations.

Au Liban, nous avons eu dernièrement l'avantage de recevoir une personnalité de premier plan, Monsieur DELANCRAY, Sous-Directeur de la Caisse Française, mis gracieusement à notre service pour une courte mission. Il n'a pu concevoir que notre pays n'ait pas encore institué, pour ses projets de développement, un outil aussi indispensable.

La réalisation d'une Caisse de Dépôts au Liban, permettrait d'investir, immédiatement après sa constitution, une centaine de millions déjà disponible, sans toutefois faire appel au Trésor que pour une part infime représentant des bonifications d'intérêts quand cela s'avère nécessaire. Elle permettrait d'assurer le financement des projets agricoles énumérés ci-dessus aussi bien que la réalisation de logements, le financement de la banque industrielle ou des équipements publics ou sociaux.

الجمهورية اللبنانية

مكتب وزير الدولة لشؤون التنمية الإدارية
مركز مشاريع ودراسات القطاع العام

- 16 -

Un avant-projet de constitution a été élaboré avec le concours de personnalités de renommée internationale en cette matière et l'étude sur place des réalisations similaires dans les trois pays les plus avancés : la France, l'Italie, l'Angleterre.

Le besoin national d'un développement intégral de toutes les régions du pays nécessite des réalisations complémentaires diverses. L'évolution libanaise et mondiale en matière de salaires et de coût des travaux, nous impose d'aller au plus vite : "Chaque dollar annoncé pour cette année, permettra de réaliser autant que 5 dollars versés plus tard", vient d'annoncer Paul HOFMANN, Directeur du programme des Nations Unies pour le développement, et d'ajouter "l'aide au développement n'est pas un acte de charité; les sommes dépensées à ce titre constituent l'investissement qui sert les intérêts nationaux les plus élevés, tant économiques que politiques. L'aide au développement crée de nouveaux consommateurs car, à mesure que les populations à faible revenu deviennent plus productives, elles sont en mesure d'acheter et de consommer plus de biens et de contribuer davantage à l'expansion de l'économie du pays".

Nous avons conscience de la nécessité d'une mobilisation générale contre la misère et la faim, contre le sous-développement et l'abandon.

Nous croyons à la nécessité et à la possibilité de bâtir un monde rural nouveau avec comme but final, d'avoir comme capitale, le Liban dans son ensemble, où il serait possible d'y vivre partout.

République Libanaise
Bureau du Ministre d'Etat pour la Réforme Administrative
Centre des Projets et des Etudes sur le Secteur Public
(C.P.E.S.P.)